

Écrit par Bernard Comoli



Appui aux indiens Yanomami d'Amazonie

AYA Info - No 44

Genève, le 27 novembre 2009

"AYA Info" peut être consulté sur les sites Internet :
<http://www.terrabrasilis.ch> et <http://www.humanitaire.ws>

Les indigènes du Xingu s'opposent à la construction de l'usine hydroélectrique Belo Monte*

Près de trois cents indigènes des quinze ethnies concernées par la construction de l'usine hydroélectrique Belo Monte sur le rio Xingu, étaient réunis, du 28 octobre au 2 novembre, dans le village de Piaracu dans la Terre Indigène Capoto-Jarina dans l'État du Mato Grosso. Ils ont redit leur hostilité à cet ouvrage. Ils ont adressé une lettre dans ce sens au Président Lula. Une délégation a été chargée d'aller la présenter à Brasilia. Le Président étant à l'étranger, c'est Paulo Maldos, le membre du Cabinet de la Présidence de la République chargé des relations avec les mouvements sociaux qui a reçu les indigènes le 5 novembre. Le lendemain, ils ont rencontré Deborah Duprat, la responsable de l'organe chargé des Peuples indigènes et autres minorités au Ministère Public Fédéral (MPF). La délégation a demandé la tenue d'une audience publique avec toutes les parties concernées par le projet et toutes les administrations impliquées dans le processus décisionnel. Cette audience est fixée au 1er décembre. Des organisations indigènes, indigénistes et des mouvements sociaux ont également manifesté leur hostilité à ce projet. Mais, la Fondation Nationale de l'Indien (Funai) a donné son aval, ce qui a mécontenté les organisations indigènes. Le 13 novembre, l'Articulation des Peuples Indigènes du Brésil (APIB) a publié une note dans laquelle elle dénonce les impacts, dans les Terres indigènes, des nombreux ouvrages du Programme d'Accélération de la Croissance (PAC) du gouvernement. Elle affirme sa détermination à faire connaître aux niveaux national et international les violations des droits des peuples indigènes. Le 22 novembre, à São Paulo, Sting, le chanteur britannique, a rencontré Raoni, leader du peuple Kayapó, opposant de longue date à ce barrage. Sting a renouvelé le soutien qu'il avait apporté aux Kayapó, il y a vingt ans, quand il était déjà question de réaliser cet ouvrage. La construction de Belo Monte – prévue pour avoir une puissance de 11'200 Megawatts et une retenue d'eau d'une surface de 440 Km² - n'est donc pas un projet nouveau. En 1975, Electronorte, la compagnie d'électricité pour le nord du Brésil, avait chargé un bureau d'étude de dresser l'inventaire hydroélectrique du bassin du rio Xingu. Ce cours d'eau de 2'260 km, prend sa source dans l'État du Mato Grosso et traverse l'État du Pará où il rejoint l'Amazonie. Son bassin versant couvre 531'250 km². L'étude avait montré la possibilité de construire un ensemble de six

barrages sur le Xingu, dont celui de Kararaô, rebaptisé plus tard "Belo Monte". Préoccupés par les avancées du projet, les mouvements sociaux et les Peuples indigènes de la région se sont mobilisés à la fin des années 80. Une importante réunion de protestation a eu lieu en février 1989 à Altamira, une localité de l'État du Pará. Le projet est abandonné pour quelques années. Il est repris par le président Cardoso dans son programme "Avança Brasil" de l'année 2000, mais sans autre suite. En janvier 2007, il est inscrit dans le PAC du gouvernement Lula qui a commencé le processus visant à le faire aboutir. L'appel d'offres des travaux devrait intervenir en décembre.

* Voir [AYA Info No 29](#).

Pour en savoir plus (en portugais) : <http://www.socioambiental.org/esp/bm/index.asp>
Voir blog APIB : <http://blogapib.blogspot.com/2009/11/nota-de-repudio-contra-os-impactos-de.html>

Formation de leaders Yanomami

A l'initiative de l'association "Service et Coopération avec le peuple Yanomami – SECOYA, et avec l'appui de AYA, vingt-six Yanomami, leaders, agents de santé, professeurs et agents agro-forestiers des rios Marauia, Demini et Araca se sont retrouvés, du 19 au 30 octobre, à Santa Isabel do Rio Negro (État d'Amazonas) pour deux semaines de formation. L'objectif de la rencontre : améliorer la capacité des Yanomami à être les acteurs principaux de la défense de leur "urihi" (terre), de leurs droits sociaux, économiques et politiques. Plusieurs thèmes ont été abordés au cours de ce séminaire : le renforcement du processus organisationnel, la gestion du territoire et des ressources naturelles, la question de la santé (médecine traditionnelle, système public de santé indigène), la gestion participative et la représentativité des Yanomami. La majorité des participants ne parlant que yanomami, un traducteur "officiel" a été désigné pour permettre le dialogue avec les "napë" (les non-Yanomami). Les leaders présents ont adressé un courrier au Coordinateur régional de la Fondation Nationale de la Santé ( [Funasa](#)) de Boa Vista pour lui demander d'organiser une rencontre afin de lui faire part de leurs préoccupations dans ce domaine. Les participants ont également discuté le programme d'action de la SECOYA pour les années à venir.

Pour en savoir plus (en portugais) et reflets photographiques : <http://www.secoya.org.br/>

Encore de la violence contre les Guarani*

Le 29 octobre, un groupe d'une vingtaine de Guarani Kaiowá du village de Pirajui ont occupé leur "tekohá" (terre traditionnelle) dans le périmètre d'une fazenda de la municipalité de Paranhos, dans l'État du Mato Grosso do Sul, près de la frontière avec le Paraguay. Le 30 octobre, ils en ont été expulsés violemment par des agents de sécurité. Deux membres du groupe, les professeurs indigènes (et cousins) Genivaldo et Rolindo Vera ont disparu suite à l'affrontement. Le corps de Genivaldo a été retrouvé le 7 novembre dans un ruisseau et identifié par sa famille, ce qui a été confirmé le 19

novembre par l'Institut de médecine légale de Campo Grande. Les recherches pour retrouver Rolindo ont été abandonnées. Amnesty International demande qu'elles soient reprises.

Les Guarani ont vu leurs territoires être restreints dès le début de la colonisation ibérique. Semi-nomades, ils ont été ramenés dans des "Réductions" dès le XVI^e siècle. L'actuelle carte des Terres Indigènes du Brésil montre que celles des Guarani apparaissent comme des "confettis", des "îlots" à l'échelle du pays. Les 76 Terres Indigènes occupées, exclusivement ou non, par des Guarani, et pour lesquelles l'Institut Socioambiental donne des chiffres, ont une surface totale de 3'054 km². Soit une moyenne de 40,2 km², avec une densité démographique élevée. Rien à voir avec les grandes Terres Indigènes. Par exemple, la Terre Indigène Raposa Serra do Sol, dans l'État de Roraima, s'étend sur 17'475 km² pour 19'000 indiens de plusieurs ethnies. Et elle n'est pas la plus grande du pays. Cette version moderne de "Réductions" ne correspond ni au mode de vie ni à la culture des Guarani. Le confinement, sur des aires réduites et surpeuplées, est source de violences diverses, notamment dans l'État du Mato Grosso do Sul. Dans son rapport de 2008, sur "La violence contre les peuples indigènes au Brésil", le Conseil Indigéniste Missionnaire – [Cimi](#), relève que sur 60 assassinats, 42 ont concerné des Guarani. La quasi-totalité des suicides, 34 sur 34, ont été le fait de Guarani. Les conflits avec les fazendeiros, comme celui relaté ici, sont fréquents. Il y a actuellement plusieurs "points chauds" dans cet État, ce qui inquiète le Ministère Public Fédéral en charge de la protection des indiens. À Genève, le 6 novembre, des dizaines de spectateurs ayant assisté à la projection du film de Marco Bechis "Birdwatchers/La Terre des hommes rouges" qui traite de cette réalité, ont signé un appel aux autorités brésiliennes pour demander la protection des communautés indigènes Guarani et la démarcation de toutes leurs terres.

* Voir [AYA Info No 42](#)

Sources : [Instituto Socioambiental – ISA](#), CIMI : <http://www.cimi.org.br>

Première Conférence nationale de l'éducation scolaire indigène

"L'État a besoin d'entendre les peuples indigènes pour connaître leurs demandes et savoir comment ils pensent l'éducation". Ainsi s'exprime l'indien Gersem Baniwa*, Coordinateur général de l'éducation indigène au Ministère de l'Education. En effet, l'objectif de la Conférence est d'évaluer la réalité de l'éducation scolaire indigène dans le pays et de consolider le pacte national pour améliorer l'offre et la qualité de l'enseignement destiné aux peuples indigènes. La rencontre a eu lieu à Luziânia (État de Goiás) du 16 au 20 novembre. Elle a vu la participation de six cents délégués indigènes représentant 210 peuples. Le Ministre de l'éducation, Fernando Haddad, a voulu que cet événement soit le résultat d'un large processus participatif qui a commencé en décembre 2008, avec plus de 1'800 rencontres préparatoires au sein des communautés indigènes et dix-huit Conférences régionales. Au cours de ces réunions, les participants ont pu formuler des suggestions en rapport avec les nécessités de chaque territoire et de chaque ethnie autour de cinq thèmes repris par la Conférence nationale : territorialité et

autonomie, pratiques pédagogiques indigènes, financement et diversité culturelle, participation et contrôle social, lignes directrices pour l'éducation scolaire indigène. Le Brésil compte près de 2'500 écoles indigènes qui accueilleraient près de 177'000 élèves en 2007. Mais entre 30 à 40% de celles-ci ne disposent pas d'un local approprié et le nombre de places est insuffisant. Les actes de cette importante Conférence devraient être publiés avant la fin de l'année.

* Voir [AYA Info No 34](#).

Pour en savoir plus (en portugais) : <http://coneei.mec.gov.br/> et <http://www.socioambiental.org/noticias/nsa/detalhe?id=3007>

Bernard Comoli avec l'aide de l'équipe de la Secoya